



HAL
open science

Quand la faim demeure. Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée d'Éthiopie

Alice Corbet

► **To cite this version:**

Alice Corbet. Quand la faim demeure. Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée d'Éthiopie. *Tracés: Revue de Sciences Humaines*, 2022, Batailles de la faim, 41, pp.23-43. 10.4000/traces.12570 . hal-03640295

HAL Id: hal-03640295

<https://hal.science/hal-03640295>

Submitted on 13 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand la faim demeure.

Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée
d'Éthiopie

Hunger, Politics and Humanitarian Aid in a Marginalized Region of
Ethiopia

Quand la faim demeure (Éthiopie)

Alice Corbet

Anthropologue, Chargée de recherche CNRS, laboratoire LAM

Tracés. Revue de Sciences humaines, 41 | 2021, p. 23-43.

Résumé :

La zone du Wag Hemra, au nord de l'Éthiopie, est historiquement marquée par la famine et par les conflits avec le pouvoir central. Dans cette région isolée, plusieurs épisodes de sécheresse récents rendent la vie des paysans agaws très précaire et dépendante des systèmes de sécurité alimentaire gouvernementaux ou des organisations humanitaires internationales. Cet article décrit différents appareils d'aide qui les supportent, mais qui ne proposent pas des solutions durables pour sortir les habitants de la pauvreté, ce qui les pousse à migrer. Le gouvernement fait-il le choix délibéré de ne pas aider la région au-delà d'un perpétuel temps de l'urgence ? Les organisations d'aide internationales doivent-elles quitter une zone où elles ne travaillent pas de manière indépendante ?

Mots-clefs :

Éthiopie, Wag Hemra, Faim, Sécurité alimentaire, Humanitaire

Abstract:

The Wag Himra zone in northern Ethiopia has a history of famine and conflict with the central government. In this remote region, several recent droughts have made the lives of Agaw farmers very precarious and dependent on government food security systems or international humanitarian organizations. This article describes various aid apparatuses that support them, but do not offer sustainable solutions to lift the inhabitants out of poverty, causing them to migrate. Is the government making a deliberate choice not to help the region beyond a perpetual time of emergency? Should international aid organizations leave an area where they do not work independently?

Keywords:

Ethiopia, Wag Himra, Hunger, Food security, Humanitarian aid

L'Éthiopie associe au système de production alimentaire le plus productif de l'Afrique à une image internationale d'extrême pauvreté rurale. Alors que la famine de 1973-1974, issue de crises

récurrentes et complexes, avait déjà eu un retentissement international, celle de 1984-1985 affecta une aire plus large que la précédente malgré l'alerte des médias internationaux et l'intervention de plusieurs organisations non gouvernementales internationales (ONGI). Des sites d'accueil des déplacés furent aménagés, dont celui de Médecin sans frontières (MSF) à Sekota, dans le Wag Hemra, où des témoignages de déplacements forcés de populations l'amènèrent à quitter le territoire (MSF, 2013). En effet, le régime autoritaire d'inspiration communiste du Derg (1974-1991) profitait des regroupements des personnes poussées par la faim pour les déporter vers des zones jugées plus fertiles et moins denses : les *resettlements* (relocalisations) suspendus en 1986 (Pankhurst et Piguët, 2009).

En 1995, après la chute du Derg (1991) et la prise de pouvoir par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (l'État-Parti EPRDF), la République démocratique fédérale de l'Éthiopie fut créée sans que ne soit rejetée la réforme agraire de 1975. Cette dernière avait réparti la terre en parts égalitaires entre foyers et assuré aux paysans une tenure foncière stable, ce qui avait mécaniquement réduit la superficie moyenne des exploitations. La sécurité de la propriété foncière fut renforcée par l'autorisation du transfert de la terre aux héritiers, même si l'État demeure – aujourd'hui encore – propriétaire du sol (Regassa et Korf, 2018 ; Rahmato, 1992).

80% des emplois en Éthiopie reposant à sur l'agriculture, l'aide à la paysannerie est une condition de sortie de pauvreté pour une grande part de la population. Afin de concilier les politiques agricoles avec les objectifs économiques, l'État-Parti a développé des systèmes de quotas et prévu de grands ouvrages pour relancer l'économie et assurer l'indépendance du pays, par exemple en construisant des barrages hydroélectriques qui maîtrisent l'irrigation. À partir de 2005, il a adapté sa politique agricole dans le cadre d'un processus d'ouverture au marché mondial symbolisé par la « renaissance éthiopienne » : une formule complexe mise en œuvre de façon technocratique, aux décisions parfois contradictoires qui entérinent souvent des modes d'actions libéraux (Bach, 2011, Planel, 2014 ; Lefort, 2015).

Ce *democratic developmental state* « repose sur un bricolage normatif important » :

Le souci d'un certain égalitarisme social et l'attention portée aux masses paysannes héritées de la période socialiste composent avec l'adoption d'un credo libéral qui produit des politiques publiques de plus en plus sélectives. Planifiées par le chiffre et appliquées par le quota, les politiques du *developmental state* sont très marquées par des façons de faire bureaucratiques. (Planel, 2016, p. 59)

Il a pour but de garantir la stabilité sociale tout en accroissant le contrôle de l'État-Parti dans les campagnes, où il assure un « encadrement » des populations (Clapham, 2002) et « l'inclusion sélective des paysans dans l'appareil politique comme dans l'appareil de production » grâce à la multiplication de cellules de l'EPRDF (Planel, 2016, p. 60).

Plusieurs épisodes de sécheresse récents ont traversé l'Éthiopie : en 2002, 2011 et en 2015-2018, au moment de l'enquête de terrain de cette étude, qui décrit d'abord les mécanismes contemporains de gestion de la faim dans une région marquée historiquement et quotidiennement, dans les mémoires et dans les corps, par les disettes. L'article explique ensuite comment l'État gestionnaire s'appuie sur un maillage politique du territoire et la mise en œuvre d'outils et de solutions techniques pour assurer une sécurité alimentaire pérenne, que ce soit en recourant à des méthodes telles que les ciblage ou à des acteurs spécifiques tels que les agents de développement, tout en contrôlant les populations et les ONGI. Ce faisant, ce travail évoque les ajustements de pratiques des différents acteurs, entre injonctions gouvernementales et stratégies de survie, dont les départs en migrations des paysans. Deux hypothèses sous-tendent l'ensemble, pour lesquelles des éléments de réflexions seront avancés, sans y répondre ou les (in)valider de manière définitive. La première, basée sur l'histoire politique et climatique locale, est que la zone est maintenue dans un état de précarité et de dépendance sans réelle volonté de sortie de crise, menant à une mise à l'écart des habitants par le pouvoir éthiopien. La seconde est que la présence des ONGI depuis des décennies, instruments conscients du pouvoir, illustre une impasse humanitaire.

Ce travail a été rédigé à partir d'enquêtes menées lors de trois séjours à Sekota en 2017 et 2018¹. La méthode était qualitative, malgré des contraintes logistiques notamment liées à l'absence de moyen de transport et de traducteur, le premier séjour fut consacré aux rencontres avec les agents officiels, en anglais : le représentant dans la zone du ministère de l'agriculture et du développement rural (Moard), plusieurs agents de développement, les chairmans (présidents élus) et membres des bureaux de la zone, des *weredas* de Sekota et de Dehana, les chairmans de trois *kebeles* des *weredas* de Dehana et Sehal. Tous étaient membres du Parti et réclamaient plusieurs lettres d'introduction officielles avant d'accorder un entretien, pour finalement délivrer des informations restreintes reposant principalement sur des statistiques nationales ou, au mieux, régionales. Lors du second séjour, j'ai mené de nombreux entretiens avec des membres du personnel des principales ONGI installées à Sekota : Action contre la faim, Save the children, et Dan church aid. Je les ai accompagnés plusieurs fois dans des villages pour assister à des mesures de suivi thérapeutiques de personnes malnutries ou à des distributions alimentaires ou de kits d'hygiène. J'ai alors pu interroger une vingtaine de personnes, qui m'associaient aux actions des ONGI dont le personnel assurait la traduction en anglais (ce qui est un biais évident dans l'accès aux informations). Lors de mon troisième séjour, le climat général s'était dégradé en raison d'une vague de protestations dans le pays, mais je retournais discrètement suivre les ONGI dans les campagnes reculées, rencontrant les salariés humanitaires locaux et plusieurs paysans. Enfin, une dizaine d'entretiens avec des consultants internationaux ou les directeurs des ONGI à Addis Abeba ont complété ce travail.

La faim au quotidien

Le Wag Hemra, une région marginalisée

¹ Dans le cadre d'un détachement au Centre français des études éthiopiennes au CNRS. Merci à Katell Morand et aux évaluateurs du texte pour leurs enrichissants apports.

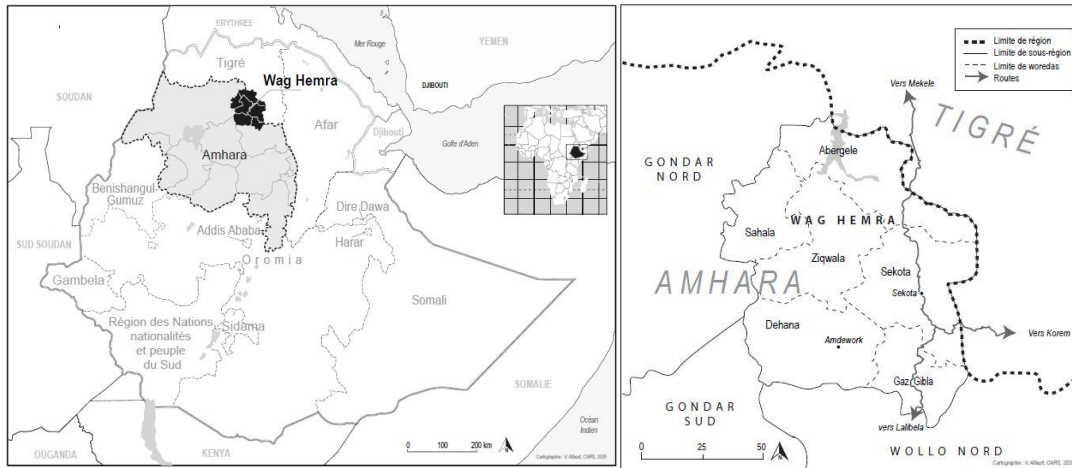


Figure 1. Le Wag Hemra. Crédit : Valérie Alfaut, LAM-CNRS.

Le Wag Hemra (904 000 hectares : figure 1) est une des douze zones administratives des hauts plateaux de la région Amhara. Divisée en six circonscriptions (les *weredas*), la majorité de sa population, estimée en 2017 à 543 020 habitants par le bureau de la zone, réside dans des hameaux ou villages parfois très éloignés de Sekota, la capitale de la zone où demeurent plus de 30 000 personnes². Dans les *weredas* du Sud (Gaz Gibla, Dehana et Sekota), où le travail de terrain a été mené, l'activité de subsistance majoritaire est la culture de céréales. La topographie est moins élevée dans les *weredas* du Nord, où l'élevage de chèvres et la culture du sorgho prévalent. Les champs, souvent distants du lieu d'habitat des cultivateurs, sont petits : de 0,25 à 0,75 hectares par foyer pour les *weredas* de Sekota et de Dehana (chiffres Moard Sekota). Il n'y a qu'une seule saison des pluies dans le Wag Hemra, dont les précipitations sont très variables : en 2016, les habitants ont dû faire face à une année « sans eau ». Or, seulement 13 % du Wag Hemra est exploitable pour les cultures, le reste étant trop sec ou inaccessible (EU, 2016).

Les *weredas* sont divisées en *kebele*, qui sont des unités géographiques, administratives, et des bases locales de l'encadrement politique. Ils disposent de centres de soin et de distribution de l'aide, et sont animés par des marchés proposant peu de diversité de produits, les vendeurs ayant les mêmes ressources que les acheteurs. Ils sont habités par un mélange de populations variable selon les

² La ville donne son nom à un des nombreux engagements pris en faveur de la sécurité alimentaire : la déclaration de Sekota (2015), qui s'applique dans le bassin de la rivière Tekeze, promet de mettre fin à la malnutrition infantile en Éthiopie d'ici 2030. Depuis 2009, un barrage hydro-électrique a été construit dans la *wereda* d'Abergelle.

localités, parmi lesquelles les autochtones Agaws, sur qui porte ce travail. Généralement paysans, les Agaws sont surtout présents dans les campagnes, en particulier dans les zones reculées. La taille de leurs foyers est assez grande (entre quatre et huit enfants) et leur langue couchitique, parlée par environ 200 000 locuteurs, est le xamtanga. Si la littérature sur l'Éthiopie rurale est assez dense, celle sur le Wag Hemra est quasi inexistante, et aucune ethnographie sur les Agaws n'a été effectuée.

La ville de Sekota s'étire autour d'une rivière et d'une piste principale. Une présence musulmane, minoritaire mais importante, est matérialisée par une mosquée située au cœur de l'agglomération, parsemée également d'églises orthodoxes et animée par un foisonnant marché hebdomadaire (figure 2). Néanmoins, en dehors des petits commerces, des administrations et des ONGI, il est difficile d'y trouver du travail.



Figure 2. Vente de grains sur un marché local. Crédit : Katell Morand.

L'histoire du Wag Hemra est autant liée aux épisodes de famine qu'aux tensions récurrentes entre le Tigré, dont il est frontalier, et le pouvoir central. En effet, au début des années 1980, Sekota est la ville originaire des fondateurs du Mouvement Démocratique du Peuple Éthiopien (MDPE), qui était allié aux opposants au Derg. La lutte contre ce dernier fut forte dans la zone, animée par des maquisards très actifs auxquels le pouvoir répondit par des vagues de bombardements dès 1985. Le Wag Hemra a donc été à la fois le lieu de combats entre la coalition MDPE-Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et le Derg, une zone négligée par ce dernier (qui ne s'y préoccupait pas des conditions alimentaires), mais aussi l'épicentre de son projet d'équilibre démographique.

Après la chute du Derg en 1991 et l'arrivée de l'EPRDF au pouvoir, les pistes vers Mekelle et Korem furent construites, Sekota fut électrifiée, la langue et la culture agaw furent valorisées. Ces démonstrations identitaires s'inscrivaient dans une historiographie contestée qui « met en scène la tradition de résistance de la région du Wag, depuis l'époque impériale jusqu'au renversement du Derg » (Osmond, 2009, p. 156) : celle de la dynastie zagwe, qui incarnerait les « authentiques » autochtones du Nord de l'Éthiopie, descendants de Moïse et du royaume d'Aksum. Mais, en 1996, l'EPRDF se retourna contre ses anciens alliés dont il redoutait les vellétés de pouvoir et les capacités de résistance. La région retomba dans sa léthargie, alors même que l'EPRDF a continué d'y anéantir l'opposition, quitte à réorganiser des élections quand elles lui étaient défavorables, comme en 2005, et à écraser violemment les manifestations qui s'en suivirent. Ce revirement « a entraîné l'arrêt brutal du développement de Sekota et une amertume à peine dissimulée à l'égard du gouvernement fédéral éthiopien » (Osmond, 2009, p. 165).

Une précarité agricole et alimentaire permanente

Les dynamiques qui traversent les campagnes éthiopiennes sont diverses, complexes, et tiraillées entre des facteurs locaux (comme l'absence de pluie une année) et nationaux (tels que le poids des politiques de gestion du territoire liés aux évolutions politiques). Dans son travail sur Lasta (Lalibela), James McCann (1987) conclut que c'est le manque de ressources productives (terrain, fourrage, bœufs pour tirer les charrues), elles-mêmes dépendantes des pluies, qui mènent aux disettes. Pour Dejene Alemneh (1990), l'activité humaine sur l'environnement (surpâturage, surculture, déforestation) est la principale raison qui pousse les habitants ruraux à ne pas pouvoir assurer leur propre nourriture dans les hauts plateaux (il légitime ainsi les *resettlements*). Le stade ultime de décapitalisation, c'est-à-dire la vente de biens ou d'outils de productions, est marginalement observé au Wag Hemra, car l'aide alimentaire prend le relais dans les moments de tension. Dessalegn Rahmato (1992) démontre d'ailleurs que les paysans de la région limitrophe Wollo cultivent dans une optique de consommation, non d'accumulation : ils ne cherchent pas le profit maximal, mais s'efforcent de

nourrir quotidiennement leur famille, ce qui accroît rapidement leur vulnérabilité en cas de difficulté. Mais la déprivation est courante : elle apparaît quand la paupérisation est telle qu'il est difficile de s'en sortir, notamment en raison de dettes (Vaughan et Tronvoll, 2003). Pourtant, depuis 2005, les conditions de vie dans les campagnes éthiopiennes se sont améliorées (Ege, 2019), par exemple avec le reboisement (parfois motivé par des programmes nationaux), et les micro-pratiques d'adaptation sont quotidiennes : fertilisation des champs avec du compost, ingénierie de terrasses et de canaux d'eau, etc. (Crummey, 2018).

Les systèmes d'entraide entre parents et voisins comblent les périodes creuses en assistant les personnes en difficulté, âgées ou malades. Idéalement restituée par la suite, cette aide communautaire s'est faite plus pressante avec l'enchaînement des sécheresses, et les uns n'ont plus les moyens d'aider quand les autres leurs rendent difficilement le geste, provoquant un malaise social pouvant mener à des tensions ou à leur (auto)exclusion, dont des départs en migrations. Ceux qui ne peuvent s'occuper de leurs terres établissent un *kontract*, bail emphytéotique qui met en métayage la terre contre une somme fixée en amont. Cette pratique, dans laquelle le loueur n'a aucune garantie de récupérer le terrain un jour, est une forme de vente déguisée de la terre car le rendement des parcelles est si faible qu'une famille qui loue sa terre perd son moyen de survie (Planel, 2016).



Figure 3. Labours dans la pierre. Crédit : Katell Morand.

Or, l'accès à l'alimentation de la population du Wag Hemra est conditionné par les saisons et les aléas climatiques. Divers temps agricoles rythment la vie : de janvier à mars, quand la terre est sèche, c'est la saison des fêtes. Il faut de l'argent ou de bonnes récoltes pour nourrir les invités (« la pluie fait des enfants, la sécheresse fait des frustrés » : le chairman de Dehana s'inquiétait de la baisse des mariages

en raison de la sécheresse, en 2017). D'avril à mai, lors des années à faible pluviométrie, la nourriture commence à manquer, alors que les paysans commencent à préparer les sols. C'est aussi la fin du jeûne de cinquante-cinq jours de Pâques (*fasika*) qui provoque des dépenses accrues. De juin à septembre, c'est la soudure alimentaire : il n'y a plus de réserves. On laboure (figure 3), ce qui demande d'avoir accès à une paire de bœufs : peu présents dans la zone, ils doivent être réservés à l'avance. Cette location qui s'effectue indépendamment de la météorologie, et peut donc être à perte, provoque parfois des endettements. Suivent les plantations et les récoltes (les moissons ont lieu en septembre-octobre), lors desquelles les dépenses s'accroissent pour acheter du matériel et des aliments pour les travailleurs. En décembre, la nourriture est disponible, et le prix des denrées baisse. Les repas se composent de manière générale d'*injera* (galette faite d'orge, de sorgho ou de *teff*) garnie selon la disponibilité de pois, d'une purée de piments, de lentilles ou de tomates. Les quantités sont faibles, avec des aliments peu diversifiés qui n'apportent pas une diète équilibrée, ce à quoi s'ajoute les repas sautés aux périodes de pénurie ou des jours de jeûne imposés par la religion orthodoxe (les mercredis, vendredis et fêtes religieuses)³. Les points d'eau sont peu protégés des animaux et de la saleté, ce qui a un impact sur l'hygiène (du lieu, des outils, des habits et du corps) mais aussi sur la santé. Ils sont souvent éloignés, et les familles se sont habituées à boire peu. Cette économie générale dans les pratiques de sustentation a des répercussions directes sur la santé : 31 % des foyers du Wag Hemra réduisent leurs repas au moins trois jours par semaine, davantage en période de soudure (ACF, 2018, p. 54).

Dans les *weredas* de Sekota et de Dehana, la malnutrition, qui est un déséquilibre alimentaire en quantité ou en qualité, est chronique. Elle s'identifie par un fort retard de croissance les cinq premières années de vie, et elle est de 53,3 % en 2016 alors que la moyenne nationale est de 38 %, la malnutrition aiguë étant estimée à plus de 15 % quand elle représente 10 % dans le pays (CSA, 2017). L'accès aux soins, généralement gratuits, a lieu dans les centres de santé des *weredas*. Seule Sekota dispose d'un hôpital. Les promoteurs de santé s'alarment que les parents s'y rendent alors que leurs

³ Interdiction de s'alimenter avant une certaine heure et de manger tout produit de nature animale, ce qui modifie peu le régime alimentaire car la viande est réservée aux jours de fête et car le lait et les œufs sont rares sur les hauts plateaux où l'élevage est restreint.

enfants sont déjà malnutris. Selon des paysannes agaws, un enfant dont on voit les côtes est considéré comme ayant une physionomie « normale » : « Un enfant agaw n'est jamais gros » ; « Mon enfant est malade à cause de l'air » ; « Si mon enfant avait faim, il pleurerait » (entretiens menés à Gaz Gibla, 2018). Pour les acteurs de la santé, cette perception est problématique dans le traitement de la faim car les parents se tournent d'abord vers des remèdes achetés sur les marchés (médicaments ou mixtures non identifiés, médecine traditionnelle) avant de penser aux compléments alimentaires. Elle normalise également la maigreur, retardant les alertes en cas de détérioration critique liée à l'alimentation. Bien que l'intervention du gouvernement et des ONGI tente, en amont, d'éviter cette échéance, certains habitants s'adaptent en partant de la région.

Une stratégie de survie : des départs en migration qui s'accroissent

Pour sortir les populations de la pauvreté, l'État développemental encourage les ménages ruraux à diversifier leurs revenus, par exemple en incitant des groupes de jeunes à lancer leurs propres affaires. Mais les opportunités au Wag Hemra sont limitées, les taux d'échecs élevés, et les revenus potentiels sont souvent insuffisants pour fournir un moyen de survie durable, que ce soit parce que les capitaux de départ sont faibles ou parce que le marché local est restreint et rapidement saturé (EU, 2016). Aucun gros projet du *Developmental State* n'est mis en œuvre dans le Wag Hemra : ni groupe scolaire voire université, malgré une démographie importante, ni parc industriel et usines. Les axes principaux qui permettraient de désenclaver Sekota ne sont toujours pas asphaltés, les pistes détruites pendant les saisons des pluies, la distribution d'électricité et d'eau aléatoire, etc.

Quand les pénuries durent, les paysans changent ponctuellement d'activité ou bénéficient de transferts d'argent (*remittance*) intra-familiaux et communautaires. Mais ces stratégies ne peuvent être que temporaires. Or, depuis une vingtaine d'années, la saison des pluies du Wag hemra est devenue imprévisible : elle arrive parfois trop tôt, et le sol n'est pas prêt, parfois trop tard, et les graines sont déjà mortes. Les insectes ravageurs semblent plus présents qu'avant (peut-être est-ce visible par la proposition de pesticides à l'achat par les agents de développement en cas d'invasion).

Pallier à la vulnérabilité alimentaire et agricole en investissant sur son terrain, par exemple en plantant des arbres dont le bois pourrait être vendu à terme, demeure assez marginal car ces efforts sont à la merci des sécheresses, animaux, voleurs, mais aussi du gouvernement qui peut à tout moment reprendre le terrain : « C'est notre terre, mais nous n'en sommes pas propriétaires. Si Addis veut la reprendre, on doit partir » (agriculteur agaw, 2018).

Comme la pression foncière augmente alors que la capacité de production agricole durable du Wag Hemra est limitée à 75% de la population rurale de la zone (EU, 2016), de plus en plus de jeunes ruraux partent dans des migrations de plus en plus longues. Aller chercher temporairement de l'emploi ailleurs est un phénomène classique : les hommes partent trouver du travail à la journée quand les femmes et les enfants s'occupent des champs qui assurent leur survie. Les migrations sont alors des adaptations nécessaires calculées en fonction des capacités des ménages à pouvoir subvenir à leurs besoins et de l'allègement des charges pesant sur le foyer. On part pour soulager sa famille plus que pour gagner de l'argent, après les moissons ou avant *fasika*, pour revenir au moment de la préparation des champs, en été. Ces migrations de durée courte s'effectuent dans la région, notamment vers Lalibela ou la plaine de Raya où elles sont encouragées par les autorités régionales qui ont une logique de développement de certaines localités. Les migrants y travaillent souvent dans la maçonnerie ou sur les routes, avec les compagnies chinoises qui construisent la majorité des infrastructures en Éthiopie.

Mais les distances des migrations s'allongent de plus en plus depuis la sécheresse de 2011 (consultants ONGI, 2018), et les retours se raréfient. Les femmes accompagnent parfois leurs maris, et la terre peut être redistribuée à d'autres (généralement un aîné) pendant l'absence : c'est ensuite difficile d'en revendiquer un droit d'usage. Ce phénomène est validé par les autorités : « une fois qu'ils partent, il est normal qu'on prenne leur terre. Quand ils reviennent, pourquoi leur redonner s'ils n'ont pas été capables de s'en occuper la première fois ? » (chairman de *kebele*, Dehana, 2017). La plupart des conflits familiaux sont d'ailleurs liés à la pénurie foncière.

Ces migrations longues sont aussi redoutées que nécessaires : les conditions de travail, l'isolement, la perte de repères en milieu urbain, mais aussi les maladies nouvelles (notamment la malaria) font paraître les départs tant comme des opportunités de survie que des prises de risque personnelles. Les paysans agaws partent parfois rejoindre des personnes de leur connaissance ou font appel à des *delalas*, intermédiaires qui parcourent Sekota lors de la saison des départs (février à avril) pour les mettre en contact avec des employeurs en échange d'un pourcentage élevé de leurs salaires. Les migrants rejoignent alors la frontière du Soudan (Metemma) ou de l'Erythrée (Hummera) ainsi que vers des villes importantes comme Gondar, Dessie, ou Addis Abeba. Même si certains Agaws parlent Trigrinya et que l'histoire locale les lie au Tigré, peu semblent migrer vers Mekele : « nous sommes mal acceptés là-bas. La police nous chasse » (jeune sans emploi, Sekota, 2018).

Certains partent dans des migrations internationales, qui peuvent aller au-delà des pays limitrophes (Djibouti et Soudan essentiellement, éventuellement la péninsule arabique bien qu'aucun cas n'a été rencontré lors de l'étude), les hommes travaillant surtout dans les travaux agricoles, la construction ou les petits commerces sur les marchés, et les femmes comme gardes d'enfant, ménagères, dans les restaurants ou les hôtels, ou dans la vente d'habits ou d'ustensiles du quotidien (entretien groupé avec des paysans, Gaz Gibla, 2018). Quand c'est possible, les migrants restent en contact avec leur famille par téléphone, le réseau téléphonique s'étant accru ces dernières années même s'il passe difficilement dans les campagnes du Wag Hemra (sans compter que les batteries doivent être chargées). Les retours des jeunes migrants sont toujours attendus : on attend qu'ils reviennent se marier dans leur région d'origine, qu'ils y fassent naître leurs enfants, qu'ils y animent la vie sociale, comme que lors de Shadey (festival des jeunes, mi-août). En somme, « les jeunes qui partent doivent revenir. Ils sont agaw. Ils partent pour découvrir et vivre, mais ils doivent revenir dans leur culture. Qui s'occupera de chez nous s'ils ne reviennent pas ? » [femmes agaws, 2015].

Le départ d'enfants, parfois âgés d'une dizaine d'années, est subi, regretté, mais présenté comme nécessaire pour assurer la survie du foyer. La présence de trafics humains concernant de jeunes Agaws a été évoquée par des interlocuteurs à Addis Abeba, ce sur quoi la recherche n'a pu apporter

d'éléments. Bien que les parcours migratoires des mineurs semblent avoir été maîtrisés en amont, avec une volonté de départ assumée au sein de la famille, une paysanne racontait : « deux de mes enfants sont partis : on est venu me voir pour me dire qu'une famille avait besoin d'eux, vers Djibouti. Ici la vie est dure, je ne pouvais pas bien m'en occuper (...). Je n'ai pas de nouvelles. J'espère qu'ils reviendront et qu'ils travailleront au *kebele* » (2018). Cette migration des enfants est encore peu visible mais, selon les acteurs humanitaires sur place, prend une ampleur en durée et en éloignement inédite du fait des sécheresses.

De multiples dispositifs d'aide, toujours sous contrôle

Les outils du gouvernement pour maîtriser la sécurité alimentaire et la pauvreté

Depuis 2005, l'Éthiopie a développé un système de sécurité alimentaire : le Productive Safety Net Program (PSNP : Rahmato *et al.*, 2013 ; Cochrane et Tamiru, 2016). Gérée par le ministère de l'Agriculture par le biais des *kebeles*, c'est une forme de distribution d'aides censée être exceptionnelle, mais qui s'est révélée permanente. Dans près de la moitié des *weredas* du pays, plus de huit millions de familles sont assistées par des programmes du PSNP (MoA, 2014). Son principe directeur consiste à aider un foyer à devenir autosuffisant grâce à un programme de sécurité alimentaire associé à ceux des ONGI : il obtient alors sa *graduation* et sort des listes. De l'argent est distribué, ainsi que des petits matériels, des graines et de la nourriture (huile, oignons, pommes de terre essentiellement) en échange de travaux pour la communauté : les « bénéficiaires de travaux publics », valides, doivent effectuer des activités de bien commun telles que la construction de routes (leurs enfants s'occupent alors de leurs champs, ce qui accroît la déscolarisation). Ils sont mobilisés deux jours par semaine, soit huit jours par mois, de janvier à septembre, en dehors des nombreux jours chômés imposés par l'Église (dont les dimanches), ce qui en fait une activité très chronophage. Ils peuvent devenir des « soutiens directs temporaires », par exemple en cas de grossesse. Les « bénéficiaires directs », âgés ou malades, sont exemptés de ce travail (MoA, 2014). Si un ménage ne

peut y participer une fois, il peut se rattraper les jours suivants, mais en cas d'empêchements répétés, son montant d'aide est déduit de la somme initiale.

Un groupe de travail sur la sécurité alimentaire établit localement la liste des bénéficiaires de la PNSP : il comprend le chairman du *kebele*, ses agents de développement de l'agriculture et de vulgarisation sanitaire, et des groupes d'aînés, de jeunes et de femmes. Tous sont des membres du Parti et leur maîtrise des techniques de ciblage est approximative, ce qui donne lieu à plusieurs réajustements entre eux ou sous la pression des populations. Le ciblage des bénéficiaires effectué lors du lancement du PSNP a évolué avec l'intégration des nouveau-nés et l'exclusion des morts et des migrants. Depuis 2016, la taille des ménages récipiendaires est basée sur une moyenne de cinq personnes : le nombre de foyers concernés s'est diversifié alors que les quotas de bénéficiaires ont été diminués dans le but de maîtriser les dépenses et de démontrer l'efficacité du programme (Bishop et Hilhorst, 2010). Cette limitation a aussi accru le départ des enfants, parfois dans des parcours migratoires : « C'est difficile de nourrir les enfants, nous avons du mal. L'aide [du gouvernement] n'aide pas tout le monde. Mais les enfants les plus grands partent travailler ailleurs, ainsi, on peut s'occuper des plus petits » (paysanne agaw, 2018). Les critères de sélections des bénéficiaires du PSNP sont mal définis et l'interprétation de leur vulnérabilité est subjective : « On connaît les gens, on sait ceux qui ont besoin et les autres » (officiel, *wereda* Sekota, 2017) ; « Étant donné que la plupart des membres du groupe de travail sont des employés ou des représentants du gouvernement, ils peuvent être influencés par l'exercice de ciblage et de re-ciblage » (directeur local d'une ONGI, 2017). En 2014, 30 % de la population du Wag Hemra était inscrite sur les listes du PSNP (Moard, Sekota).

Pourtant, le PSNP ne permet pas de résoudre la question de la pauvreté chronique, qui nécessite une réappropriation des moyens de production et des bouleversements structurels profonds. Les paysans notent le peu de bénéfices qu'il procure par rapport aux obligations demandées : arrivée d'aide aléatoire ou en retard, dons non essentiels qui sont ensuite revendus illégalement (ce qui entraîne concurrence et effondrement du marché), ou travaux de contrepartie astreignants qui coïncident avec la saison agricole, comme quand « ils nous demandent de réparer une route quand il pleut, alors que

nos champs demandent beaucoup d'attention à ce moment » (paysan agaw, 2017). Mais les paysans pauvres ne peuvent échapper aux politiques d'aides parfois mal adaptées par crainte de ne pas être de « bons Éthiopiens » (chairman *kebele* de Dehana, 2018), de se voir prendre la terre qu'ils ont en usufruit, ou d'être mis en prison : la famille doit alors payer la dette « et des intérêts » pour libérer la personne. Dans certaines villes protestataires, en 2016, ceux qui participaient à des manifestations ont été retirés des listes de bénéficiaires du PSNP (Desportes *et al.*, 2019).

Une autre incarnation du *démocratic developmental state* dans les campagnes éthiopiennes réside dans la présence des agents de développement (AD) du ministère de l'Agriculture (MoA, 2014). Alors qu'ils sont censés être issus du territoire où ils exercent, aucun des agents rencontrés ne parle xamtanga. Présentés comme des « modèles », ils ont pour rôle de disséminer de « bonnes pratiques » auprès des agriculteurs. Les AD proposent – voire imposent – des ressources aux paysans considérés comme vulnérables : il s'agit essentiellement de vaccinations animales, d'engrais, de pesticides en cas d'invasion (en 2015), et de graines dites « améliorées » : c'est le « paquet technique » (Planel, 2012). Ces produits ne sont pas gratuits, mais chaque foyer est fortement incité à les utiliser, à tel point que tous me les ont présentés comme « obligatoires ». Ils s'acquièrent par des systèmes de micro-crédits, et peuvent mener à des endettements.

Pourtant, les paysans se plaignent d'être malades, ou leurs animaux, après l'épandage d'engrais, dont l'efficacité ne leur paraît pas démontrée (il épuiserait ou « brûlerait » le sol). Récipiendaires d'une organisation *top-down* sur laquelle ils ont peu de prise, ils contestent à mi-voix le caractère aléatoire ou inapproprié des décisions prises en amont, et déplorent des programmes non efficaces et discrétionnaires qui incarnent une « interface clientéliste entre l'État et la paysannerie » (Planel, 2016, p. 69) dont les actions « rythment au quotidien leur expérience du *Developmental State* et les maintiennent dans une dépendance grandissante vis-à-vis des pouvoirs publics » (*ibid.*, p. 70). Les AD, qui représentent à la fois l'autorité et la crainte qui lui est liée si leurs recommandations ne sont pas

suivies, sont donc à la fois rejetés, craints et écoutés : on ne leur offre pas à boire lors de leur venue, mais on se soumet à leurs conseils⁴.

De leur côté, les AD et responsables des *kebeles* et des *weredas* ont souvent une attitude paternaliste envers les paysans agaws, décrits comme rustres et à éduquer : « Nous devons leur apprendre » ; « Ils ne savent pas » ; « Ils ne sont pas capables de s'adapter » ; « Ils ne sont pas comme nous, ils ne sont pas allés à l'école : ils ont besoin de quelqu'un pour les aider » ; « Nous leur apprenons mais ils ne sont pas bons » ; ou encore, sur la distribution d'engrais : « C'est pour leur bien [...] : on sait ce qui est bon pour eux » (entretiens à Sekota, Dehana et Sehalá, 2017 et 2018).

Par ailleurs, les logiques des AD vont souvent à l'encontre de celles des ONGI : quand les uns imposent l'usage d'engrais chimiques, les autres recommandent des modes de culture plus doux et s'évertuent à sortir les foyers de la dette. C'est pourquoi les autorités de la zone incitent les ONGI à employer les AD afin d'« harmoniser » les politiques menées sur le territoire. De leur côté, les ONGI tentent d'« amadouer » les AD pour pouvoir mener à bien certains projets. Tout en se refusant à les insérer directement dans leurs équipes, elles ne peuvent outrepasser leur quadrillage du territoire, ainsi que la remontée d'informations qu'ils fournissent.

L'imbrication des acteurs, tout comme le peu de clarté des programmes, complexifie donc la compréhension de la gouvernance sur la sécurité alimentaire et renforce le sentiment de la population d'un pouvoir central subi. Ainsi, les aides des AD sont souvent confondues avec celles du PSNP, de l'autorité de l'État-Parti, et des interventions des ONGI. L'omniprésence d'acteurs identiques au travers des différentes instances alimente aussi cette indistinction : centres de distribution ou de soin des ONGI dans les bâtiments du gouvernement, membres du Parti au sein des équipes humanitaires, listes de bénéficiaires similaires à celles du PSNP (qui sont établies en partie par les AD), etc.

Cette incompréhension des rôles et acteurs est révélée lors d'un entretien groupé (2018) : « Les ONG, c'est le *mengist* » (le gouvernement), « Les ONG c'est le gouvernement qui nous aide », « Il faut bien

⁴ Des bureaux des plaintes sont mis en place par les ONGI comme dans les administrations gouvernementales, mais personne n'y a fait référence lors de l'enquête.

suivre les recommandations des AD et du *wereda* pour recevoir l'aide des ONGI », « Les gens qui travaillent dans les ONGI sont des fonctionnaires », etc. Alors qu'une ONGI distribuait des poulets pour développer l'aviculture à des paysans bénéficiaires de la PSNP, ces derniers les qualifiaient de « poules du gouvernement » (*yämängast doro* ; figure 4).



Figure 4. Les « poules du gouvernement ». Crédit : Katell Morand.

L'assistance des ONGI, ancienne et nécessaire

Le Wag Hemra est parsemé de panneaux présentant les projets humanitaires et les logos des acteurs opérationnels, des bailleurs internationaux et du gouvernement éthiopien. Ils matérialisent la présence des ONGI et de leurs projets menés depuis des années dans la zone : Save the children y intervient depuis 1965, Dan church aid depuis 1974, Action contre la faim depuis 1985. Elles doivent pourtant s'accommoder de nombreuses contraintes imposées par le régime éthiopien : obtention compliquée des visas pour les expatriés, programmes basés sur et évalués par des critères uniquement quantitatifs, règle du 70/30 de la *Charities and Societies Proclamation* (ChSA), qui encadre leur travail depuis 2009 et consiste à limiter leurs coûts administratifs à 30 % de leur budget (Corbet *et al.*, 2017). La production de rapports pour le gouvernement ou la ChSA est intense pour les ONGI qui doivent justifier leur action en permanence sur le mode bureaucratique du pays : avec des chiffres. Ces accumulations sans fin de statistiques répondent à une manière de penser la société par le nombre, une image numérique à la fois censée représenter au mieux la population et prouver

l'efficacité des actions menées. Ils contribuent également à justifier des ciblage de populations, ce qui renforce la mainmise multiforme de l'État.

Toutes ces difficultés mènent à des restrictions pratiques qui aboutissent à un certain conformisme entre l'État et les ONGI, bien qu'elles essaient de manœuvrer en adoptant différentes attitudes d'auto-censure pour pouvoir mener à bien leurs projets (Desportes *et al.*, 2019). S'il leur est difficile de cibler d'autres bénéficiaires que ceux repérés par les autorités, dont les listes sont censées correspondre aux besoins, leurs travaux (en particulier leurs *assessments* qui visent à évaluer les besoins locaux pour adapter leurs réponses) permettent de disposer de données plus réalistes que celles du gouvernement. En effet, les chiffres officiels sont souvent établis sans méthode fiable et doivent correspondre aux attentes des autorités plus que refléter un constat (Enten, 2008). Les ONGI jonglent donc entre deux documents : un qui demeure en interne, avec les chiffres éprouvés sur le terrain et les mots jugés adéquats (« choléra », « famine »), et un autre officiel (avec « diarrhée aqueuse aiguë », « période de soudure »). Cet usage précautionneux des chiffres et des mots leur permet de ne pas entrer en confrontation avec les autorités.

En juin, une évaluation nationale est menée par le Moard pour identifier les seuils critiques de la faim : des indicateurs complexes permettent de placer les *weredas* dans différents « niveaux d'insécurité » afin de repérer les zones sur lesquelles des appels de fonds ou des interventions d'aide – éventuellement internationales – devront être organisées. Tous les trois mois, des *hotspots* (points critiques), également établis au niveau national, appellent des réponses rapides mais ne s'attellent pas à résoudre les problèmes structurels, issus d'une évolution lente. Cette stratégie de programmes auxquels les ONGI sont associées, temporaires, ponctuels, et qui se succèdent les uns aux autres, ne permet pas de mener des actions pérennes telles que la diversification des cultures et l'acquisition de nouvelles pratiques : c'est « une conception particulière de l'insécurité alimentaire, plus axée sur les ressources produites que sur la capacité à les acquérir, plus déterministe que co-construite » (Janin, 2010, p. 8).

Les ONGI humanitaires sont pourtant incitées à déployer une part de leurs programmes (validés en amont par le gouvernement éthiopien, qui oriente parfois leurs objectifs dans une optique de gestion territoriale) dans des projets de développement. Animées par l'espoir de répondre à des crises continues de manière plus structurelle, elles sortent alors de leur cœur de métier, encouragées par les bailleurs institutionnels (organisations intergouvernementales généralement) qui adoptent une perspective de coopération développementaliste internationale. Ainsi, des ONGI habituellement urgentistes participent à la construction de canaux et de champs en terrasse pour résoudre les problèmes d'irrigation, faisant parfois « le travail que le gouvernement devrait faire » (salarié local d'une ONGI, 2018).

Les activités plus urgentistes restent toutefois importantes et représentent environ deux tiers des programmes pour les trois ONGI citées. Elles sont menées auprès des centres de soin des *kebeles* où sont effectuées des mesure (prise de poids et du périmètre brachial, figure 5), le suivi (surveillance sanitaire et épidémiologique) et la distribution d'aide (aliments thérapeutiques prêts à l'emploi). Plusieurs directeurs d'ONGI faisaient toutefois remarquer que ces programmes sont récurrents (« on fait le même projet temporaire tous les ans depuis 30 ans », directeur ONGI, Sekota, 2017), ce qui révèle une insécurité alimentaire pérenne. Etablis sur des temps courts – car lancés sur appel du gouvernement éthiopien et financés par des bailleurs qui imposent des durées souvent limitées à 2 ou 3 ans – ils ne permettent pas à la population de sortir de sa précarité.



Figure 5. Prise de mesure du périmètre brachial par une ONGI. Crédit : Alice Corbet.

Entre une mise à l'écart volontaire du Wag Hemra et contrôle : une impasse

humanitaire pour les ONGI ?

Le rôle de l'aide dans le régime éthiopien s'insère dans un cadre où la politique alimentaire est une ressource imbriquée dans les stratégies de légitimation du pouvoir. Ce contrôle permanent de l'accès à l'alimentation, à toutes les échelles, permet à l'État de « rester le maître du jeu de la politique alimentaire » (Bourmaud et Darbon, 1990, p. 42) en administrant et disciplinant – pour reprendre des termes foucaaldiens – la population.

Le cas du Wag Hemra n'est pas aussi exemplaire qu'il le fut pendant les grandes famines, où l'intervention humanitaire fut intentionnellement détournée et instrumentalisée. Mais aujourd'hui, le respect de la souveraineté nationale par les acteurs internationaux de l'aide entre encore en confrontation avec celui des principes humanitaires, notamment d'indépendance (être détaché d'objectifs économiques ou politiques) et d'impartialité (se baser uniquement sur les besoins et avoir un accès sans distinction aux populations). Alors que les ONGI complètent les programmes du pouvoir central et tentent de combler ses carences depuis des décennies tout en assurant des programmes d'urgence sans cesse renouvelés, leurs activités sont toujours encadrées par la structure centrale étatique qui perpétue et renforce son pouvoir par une chaîne d'autorités ceinturant la société. A tous les échelons de la mise en œuvre des projets, elles doivent négocier leur place et leurs valeurs, et composer avec les constantes intrusions de l'État-Parti qui garde la main sur l'aide. Les relations avec les autorités locales structurent et contingentent leur travail : les ONGI sont, de fait, des agents intermédiaires de l'État-Parti auprès de sa population. La plupart de leurs employés, éthiopiens ou non, se plaignent d'ailleurs de cette mainmise de l'État sur leur travail :

« Nous ne choisissons pas qui nous aidons ni comment nous aidons. Nous passons notre temps en réunions [avec les autorités]. Nous essayons de négocier une marge de manœuvre en permanence, mais il faut essayer d'infléchir les décisions à l'échelle locale, comme à l'échelle nationale qui est le référent [le décideur]. Et ça, c'est impossible. Finalement, nous sommes des exécutants du gouvernement éthiopien. Heureusement, nos réalisations sont bonnes et

nécessaires, et nous arrivons parfois à nos fins ! Mais cela prend du temps. » (Directeur pays ONGI, Addis Abeba, 2018).

Outre ce sentiment d'instrumentalisation de leurs services par les autorités, ne pas pouvoir aider une population confrontée sans cesse, et de plus en plus, à l'impossibilité d'assurer sa subsistance sans aide, soulève la question de la légitimité à rester pour les ONGI.

« Rester dans le Wag Hemra, n'est-ce pas cautionner les failles du gouvernement ? N'est-ce pas lui apporter un support technique, dans l'urgence comme dans le temps, sur un territoire dont l'histoire rappelle la vulnérabilité, et pour lequel l'avenir des petits paysans s'annonce difficile ? » (Directeur pays ONGI, Addis Abeba, 2018).

L'imbrication des différents systèmes d'aide (PSNP, AD, ONG) et de contrôle (évaluation des besoins, listes, bonnes pratiques des bénéficiaires, recrutements et programme des ONGI) ne réussit pas à permettre le développement du Wag Hemra et s'incarne dans un contrôle multiforme et très précis du *Developmental State* qui n'empêche pas, voire entretient, la mise à l'écart de la zone. La faim y est constante, amplifiée en temps de sécheresse, poussant à des départs en migration de plus en plus long. « On se fiche de ceux qui ont faim, ils ne sont pas le futur de l'Éthiopie ! », déclarait le chairman de la *wereda* de Sekota en 2017 : la région paraît mise à l'écart de l'élan économique de la « renaissance éthiopienne » par une volonté politique latente. Cette absence de solutions à long terme pour résoudre l'insécurité alimentaire et sortir les paysans du Wag Hemra de la pauvreté révèle-t-il un désintérêt envers une zone et une population marginalisée ?

Bibliographie

ACF (Action contre la faim), 2018, *Link NCA (Nutrition Causal Analysis). Wag Himra Zone, Amhara Region, Ethiopia.*

ALEMNEH Dejene, 1990, *Environment, Famine, and Politics in Ethiopia: A View from the Village*, Boulder, Lynne Rienner.

- BACH Jean-Nicolas, 2011, « Abyotawi democracy: Neither revolutionary nor democratic, a critical review of EPRDF's conception of revolutionary democracy in post-1991 Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, n° 4, p. 641-663.
- BISHOP Carly et HILHORST Dorothea, 2010, « From food aid to food security: The case of the safety net policy in Ethiopia », *Journal of Modern African Studies*, vol. 2, n° 48, p. 181-202.
- BOURMAUD Daniel et DARBON Dominique, 1990, « La politique du pain : les mots et les choses (Kenya et Zimbabwe) », *Politique africaine*, n° 37, p. 32-44.
- CLAPHAM Christopher, 2002, « Controlling space in Ethiopia », *Remapping Ethiopia, Socialism and After*, W. James éd., Oxford, James Currey, p. 9-32.
- COCHRANE Logan, TAMIRU Y., 2016, « Ethiopia's Productive Safety Net Program: Politics, power and practice », *Journal of International Development*, vol. 28, n° 5, p. 649-665.
- CRUMMEY Donald, 2018, *Farming and Famine: Landscape Vulnerability in Northeast Ethiopia, 1889–1991*, Madison, University of Wisconsin Press
- CSA (Central Statistics Agency), 2017, *Demographic and Health Survey 2016*, Addis Abeba.
- CORBET Alice, BAYLE Gabrielle, LABZAE Mehdi, 2017, *Agents de l'État et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella*, Paris, Rapport pour le Fonds Croix Rouge française.
- DESPORTES Isabelle, MANDEFRO Hone et HILHORST Dorothea, 2019, « The humanitarian theatre: Drought response during Ethiopia's low-intensity conflict of 2016 », *The Journal of Modern African Studies*, n° 57, p. 31-59.
- EGE Svein, 2019, *Land Tenure Security: State-Peasant Relations in the Amhara Highlands, Ethiopia*, Oxford, James Currey.

- ENTEN François, 2008, *L'aide alimentaire et la politique des chiffres en Éthiopie (2002-2004)*, MSF-CRASH.
- EU (European Union), 2016, *Action contre la faim - Save the children, Wag-Hemra Social Transformation Programme (Ethiopia)*.
- JANIN Pierre, 2010, « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », *Politique africaine*, n° 119, p. 5-22.
- LEFORT René, 2015, « The Ethiopian economy: The developmental state vs. the free market », *Understanding Contemporary Ethiopia: Monarchy, Revolution and the Legacy of Meles Zenawi*, E. Ficquet et G. Prunier éd., Londres, Hurst, p. 357-394.
- MCCANN James, 1987, *From Poverty to Famine in Northeast Ethiopia: A Rural History 1900-1935*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- MoA (Ministry of Agriculture of Ethiopia), 2014, *Productive Safety Net Programme Phase IV Programme Implementation Manual*.
- MSF (Médecins sans frontières), 2013, *Speaking Out. Famine et transferts forcés de population en Éthiopie, 1984-1986*.
- OSMOND Thomas, 2009, « Revendications patrimoniales et imaginaires post-nationaux : reconstructions identitaires autour des églises de Lalibela dans le contexte du fédéralisme ethnique éthiopien », *Annales d'Éthiopie*, n° 24, p. 149-170.
- PANKHURST Alula et PIGUET François, 2009, *Moving People in Ethiopia: Development, Displacement and the State*, Oxford, James Currey.
- PLANEL Sabine, 2012, « Du bon usage de l'engrais en politique », *Annales d'Éthiopie*, n° 27, p. 261-281.

- 2014, « A view of a bureaucratic developmental state: Local governance and agricultural extension in rural Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 3, n° 8, p. 420-437.
- 2016, « Le *developmental state* éthiopien et les paysans pauvres. Économie politique du développement rural par le bas », *Politique africaine*, n° 142, n° 2, p. 57-76.
- RAHMATO Dessalegn, 1992, *Famine and Survival Strategies: A Case Study from Northeast Ethiopia*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- RAHMATO Dessalegn, PANKHURST Alula et UFFELEN Gerrit-Jan (VAN) éd., 2013, *Food Security, Safety Nets and Social Protection in Ethiopia*, Addis Abeba, Forum for Social Studies.
- REGASSA Asebe et KORF Benedikt, 2018, « Post-imperial statecraft: High modernism and the politics of land dispossession in Ethiopia's pastoral frontier », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 12, n° 4, p. 613-631.
- VAUGHAN Sarah et TRONVOLL Kjetil, 2003, *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, Stockholm, SIDA.